

Service de la francophonie
p.B.73.F.0.1.(5). - KJF/BAC

Berne, le 18 avril 1991

DG 18. April 91 - 16

Note à M. l'Ambassadeur J.C.A. Staehelin

Francophonie et pays de l'Est

Le 10 avril à Paris, la tenue de la première réunion du Comité préparatoire du prochain Sommet de Paris coïncidait avec la réunion du Comité international du Suivi.

Dans cette dernière enceinte et pour la première fois depuis le printemps dernier (cf ma note du 2 mai 1990), la question de l'ouverture du Mouvement de la francophonie aux pays d'Europe de l'Est a été évoquée. Le Président de la réunion a donné lecture d'une lettre du Premier Ministre de Roumanie au Président en exercice du Sommet francophone, le Président Diouf, annonçant le désir de son pays de joindre le Mouvement de la francophonie lors du prochain Sommet. L'assistance s'est contentée de prendre acte de cette déclaration. Aucun débat n'a été engagé.

Il apparaît ainsi que le prochain Sommet de la francophonie en novembre à Paris aura bien à traiter de l'ouverture éventuelle du Mouvement à l'Est européen. Il est notoire qu'un tel développement est fortement soutenu par la France, approuvé par le Canada, alors que la Belgique y est moins favorable et que les pays d'Afrique francophone y sont plus ou moins ouvertement hostiles.

L'argumentation française est double : d'une part, l'on insiste sur le fait que se sont les pays de l'Est qui sont demandeurs (après la demande officielle roumaine, il faut vraisemblablement s'attendre à ce que la Bulgarie et la Pologne suivent également). D'autre part, l'on fait valoir que le nombre important de personnes qui dans ces pays parlent français et veulent continuer à se rattacher à une tradition culturelle française méritent au moins autant d'être prises en considération et intégrées dans le mouve-

ment que les minorités de pays comme l'Egypte, le Laos ou le Vietnam qui, eux, font d'ores et déjà partie du Mouvement.

Pour les Canadiens, il importe d'accueillir les nouvelles démocraties ou les régimes en voie de démocratisation en Europe de l'Est dans toutes les enceintes où ils sont susceptibles d'acquérir une expérience internationale au contact des pays les plus divers. C'est dans ce sens qu'il conviendrait de les intégrer. Au surplus, ceci permettrait un rééquilibrage vers les pays du Nord d'un mouvement trop exclusivement perçu aujourd'hui comme un organisme de coopération Nord-Sud. La Belgique n'est pas hostile à l'ouverture à l'Est, tout en insistant sur l'importance du lien linguistique qui fonde le Mouvement de la francophonie. Y appartenir devrait ainsi impliquer qu'au moins une des langues nationales dans chaque pays membre soit le français. Quant aux Africains, ils continuent de craindre que la manne qui pourrait se déverser sur leurs pays ne soit détournée au profit des pays d'Europe de l'Est.


Ces divers arguments, des pays du Nord tout au moins, conduisent à s'interroger sur la nature même du lien qui fonde les Sommets francophones. Lien linguistique, lien basé sur la volonté de coopération nord-sud, ou bien lien politique plus vague ouvert aux opportunités du moment ?

Remarquons tout d'abord que le fait d'être demandeur pour entrer dans un mouvement ne paraît pas être une condition suffisante pour y être admis. S'ajoute à cela que les pays d'Europe de l'Est sont aujourd'hui demandeurs universels. Puis, en regard de la situation du français qui prévaut dans ces pays, l'intérêt y tenant lieu de pratique, il faut bien admettre, toutes illusions mises à part, qu'ils n'ont pas plus qualité qu'une multitude d'autres pays de tous continents à être parties au Mouvement. Quant aux enceintes internationales chargées d'accueillir les nouvelles démocraties (en l'occurrence c'est la Roumanie qui inaugurerait la liste des demandeurs !), elles sont suffisamment nombreuses et ouvertes, et de nature à répondre aux attentes spécifiques des pays de l'Est, pour ne pas devoir y inclure à tout prix le Mouvement de la francophonie.

A côté des arguments officiellement avancés, le non-dit pourrait aussi avoir sa place. Sans doute un rééquilibrage du Mouvement vers les pays du Nord ne pourrait être que bien vu par des pays comme la France, qui sous la bannière du français y verraient l'occasion de disputer notamment à l'Allemagne un rôle prépondérant en Europe centrale et de l'Est.

En recevant le Ministre canadien de la francophonie, M. Masse, le 16 avril le Chef du Département s'est montré très réservé envers l'hypothèse d'une ouverture du Mouvement à l'Est.

Service de la francophonie



J.-F. Kammer

Copie - Secrétariat BRF
- JAC
- SIN
- WOK, KJF
- Ambassade de Suisse, Paris, Ottawa, Bruxelles, Dakar,
Kinshasa, Bucarest

DG 18. April 91 - 1.6